

INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de cet OPCVM. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

MACRO ALLOCATION DYNAMIQUE

Part « AC » : FR0012020782
 Cet OPCVM est géré par KIRAO

OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

OPCVM de classification « Diversifiée », son objectif est d'offrir une performance annualisée supérieure à celle de l'indice composite : 50% de l'Eonia capitalisé + 50% de l'indice CAC 40 net total return.

Le fonds est géré selon une approche flexible. Il s'appuie sur une analyse macroéconomique qui en dicte les investissements. Le portefeuille est investi sur toutes classes d'actifs (actions, taux), tous secteurs et toutes zones géographiques. Il est investi prioritairement à travers des OPCVM mais peut l'être en direct.

L'exposition aux risques actions et taux est comprise entre 0 et 110% compte tenu des possibles opérations d'emprunt d'espèces. Le fonds peut intervenir sur des petites et moyennes capitalisations et l'exposition du fonds au marché Alternext et au Marché Libre n'excède pas 10%. Le fonds est investi sur les produits de taux sans contrainte géographique ni d'émetteur. Les obligations à haut rendement selon l'analyse de la société de gestion ne dépassent pas 25% du portefeuille.

La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement à ces notations et privilégie sa propre analyse crédit pour évaluer la qualité de crédit de ces actifs et décider de la dégradation éventuelle de la note et prendre ses décisions à l'achat, ou en cas de dégradation, afin de décider de les céder ou de les conserver.

Le fonds peut être exposé jusqu'à 100% de son actif net en OPCVM de droit français ou de droit étranger et jusqu'à 30% en FIA de droit français, contenant éventuellement des véhicules de titrisation (produits structurés de type ABS, MBS) – à hauteur maximum de 50%.

Le processus d'investissement résulte d'une analyse macroéconomique dite « top down » qui consiste à identifier les cycles économiques et financiers puis à détecter à quelle phase du cycle l'investisseur se situe. 4 cycles de marché sont jugés pertinents : le cycle de liquidité, d'abord et avant tout, puis le cycle de croissance, celui du partage de la valeur ajoutée et le cycle d'inclinaison/aversion au risque.

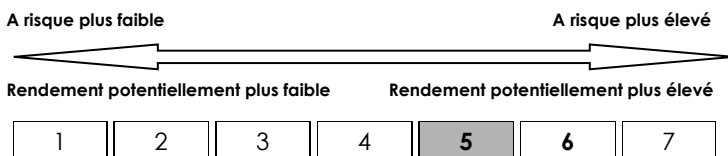
Cette analyse détermine le degré d'exposition à chaque classe d'actifs ainsi que leur contenu.

Le fonds se réserve la possibilité de recourir aux produits dérivés pour couvrir le portefeuille dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif.

Le FCP capitalise ses revenus ; la durée de placement recommandée est de 5 ans.

Les investisseurs peuvent obtenir le rachat de leurs parts sur demande auprès de CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (CIC). Les demandes sont centralisées chaque jour d'établissement de la valeur liquidative jusqu'à 12 heures (J) et sont exécutées sur la base de la valeur liquidative du jour calculée sur les cours de clôture de J et publiée en J+1.

PROFIL DE RISQUE ET DE RENDEMENT



Les données historiques telles que celles utilisées pour calculer l'indicateur synthétique peuvent ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM. Il n'est pas certain que la catégorie de risque et de rendement affichée demeure inchangée. Le classement de l'OPCVM est susceptible d'évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible n'est pas synonyme d'investissement sans risque

Pourquoi l'OPCVM est classé dans la catégorie [5] :

L'indicateur, qui synthétise le risque et le rendement, de niveau 5, est le reflet de l'exposition du fonds aux marchés des actions.

Risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur :

Risque de liquidité : Le FCP peut être investi dans des OPCVM ou actions de petites capitalisations dont les volumes négociés peuvent être faibles, ce qui peut induire des décalages de cours importants. Il peut en résulter une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Risque de crédit : Le risque de crédit représente le risque de dégradation de la signature de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui provoquerait une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative de l'OPCVM.

FRAIS

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation de l'OPCVM y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts, ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

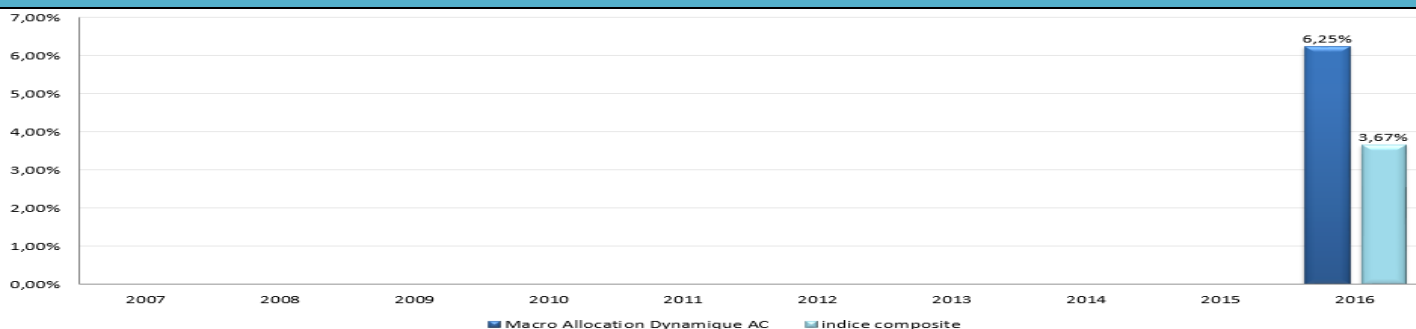
Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement	
Frais d'entrée	3% maximum
Frais de sortie	Néant
Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi. Dans certains cas, les frais peuvent être moindres. L'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif des frais d'entrée et de sortie.	
Frais prélevés par le fonds sur une année	
Frais courants (*)	4.83%
Frais prélevés par le fonds dans certaines circonstances	
Commission de performance	20 % TTC maximum de la performance annuelle nette de frais de gestion fixe du FCP au-delà de l'indice composite : 50% de l'Eonia capitalisé +50% du CAC 40 net total return, selon la méthode indiquée. 0.41% sur le dernier exercice

(*) Le pourcentage communiqué intègre les frais de gestion et de fonctionnement ainsi que les commissions de mouvements imputés à l'OPCVM. Ce chiffre peut varier d'une année sur l'autre. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que le chiffre des « frais courants » se fonde sur les frais de l'exercice précédent, clos au 31/03/2016.

Pour plus d'information sur les frais, veuillez-vous référer à la rubrique « Frais et commissions » du prospectus de cet OPCVM, disponible sur le site www.kirao.fr.

Les frais courants ne comprennent pas : les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation ainsi que les frais d'entrée et/ou de sortie payés par l'OPCVM lorsqu'il achète ou vend des parts d'un autre véhicule de gestion collective.

PERFORMANCES PASSES



AVERTISSEMENT

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

La performance de l'OPCVM et celle de l'indicateur de référence seront calculées coupons et dividendes nets réinvestis, et nette de frais de gestion directs et indirects et hors frais d'entrée et de sortie.

Date de création de l'OPCVM : 31/03/2015

Devise de calcul des performances passées de l'OPCVM : Euro

INFORMATIONS PRATIQUES

Dépositaire : CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (CIC)

Lieu et modalités d'obtention d'information sur l'OPCVM (prospectus/rapport annuel/document semestriel) : Le porteur peut obtenir plus d'information sur l'OPCVM sur simple demande écrite auprès de KIRAO - 86 Rue de Lille 75007 Paris - Tél : 01.85.76.08.01 ou sur le site : www.kirao.fr

Lieu et modalités d'obtention d'autres informations pratiques notamment la valeur liquidative : Le lieu de publication de la valeur liquidative se situe dans les locaux de la société de gestion.

Fiscalité : Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts de FCP peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès du commercialisateur de l'OPCVM.

La responsabilité de la société de gestion KIRAO ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM. Ce fonds est agréé par la France et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers. KIRAO est agréé par la France et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers. Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 13/01/2017.

INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de cet OPCVM. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

MACRO ALLOCATION DYNAMIQUE

Part « IC » : FR0013066370
 Cet OPCVM est géré par KIRAO

OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

OPCVM de classification « Diversifiée », son objectif est d'offrir une performance annualisée supérieure à celle de l'indice composite : 50% de l'Eonia capitalisé + 50% de l'indice CAC 40 net total return.

Le fonds est géré selon une approche flexible. Il s'appuie sur une analyse macroéconomique qui en dicte les investissements. Le portefeuille est investi sur toutes classes d'actifs (actions, taux), tous secteurs et toutes zones géographiques. Il est investi prioritairement à travers des OPCVM mais peut l'être en direct.

L'exposition aux risques actions et taux est comprise entre 0 et 110% compte tenu des possibles opérations d'emprunt d'espèces. Le fonds peut intervenir sur des petites et moyennes capitalisations et l'exposition du fonds au marché Alternext et au Marché Libre n'excède pas 10%. Le fonds est investi sur les produits de taux sans contrainte géographique ni d'émetteur. Les obligations à haut rendement selon l'analyse de la société de gestion ne dépassent pas 25% du portefeuille.

La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement à ces notations et privilégie sa propre analyse crédit pour évaluer la qualité de crédit de ces actifs et décider de la dégradation éventuelle de la note et prendre ses décisions à l'achat, ou en cas de dégradation, afin de décider de les céder ou de les conserver.

Le fonds peut être exposé en jusqu'à 100% de son actif net en OPCVM diversifié de droit français ou de droit étranger et jusqu'à 30% en FIA diversifié de droit français, contenant éventuellement des véhicules de titrisation (produits structurés de type ABS, MBS) – à hauteur maximum de 50%-.

Le processus d'investissement résulte d'une analyse macroéconomique dite « top down » qui consiste à identifier les cycles économiques et financiers puis à détecter à quelle phase du cycle l'investisseur se situe. 4 cycles de marché sont jugés pertinents : le cycle de liquidité, d'abord et avant tout, puis le cycle de croissance, celui du partage de la valeur ajoutée et le cycle d'inclinaison/aversion au risque.

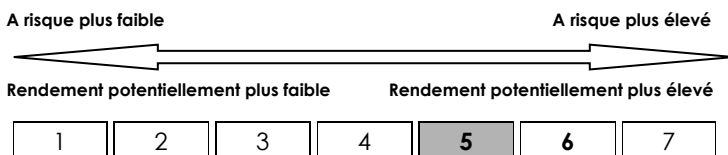
Cette analyse détermine le degré d'exposition à chaque classe d'actifs ainsi que leur contenu.

Le fonds se réserve la possibilité de recourir aux produits dérivés pour couvrir le portefeuille dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif.

Le FCP capitalise ses revenus ; la durée de placement recommandée est de 5 ans.

Les investisseurs peuvent obtenir le rachat de leurs parts sur demande auprès de CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (CIC). Les demandes sont centralisées chaque jour d'établissement de la valeur liquidative jusqu'à 12 heures (J) et sont exécutées sur la base de la valeur liquidative du jour calculée sur les cours de clôture de J et publiée en J+1.

PROFIL DE RISQUE ET DE RENDEMENT



Les données historiques telles que celles utilisées pour calculer l'indicateur synthétique peuvent ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM. Il n'est pas certain que la catégorie de risque et de rendement affichée demeure inchangée. Le classement de l'OPCVM est susceptible d'évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible n'est pas synonyme d'investissement sans risque

Pourquoi l'OPCVM est classé dans la catégorie [5] :

L'indicateur, qui synthétise le risque et le rendement, de niveau 5, est le reflet de l'exposition du fonds aux marchés des actions.

Risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur :

Risque de liquidité : Le FCP peut être investi dans des OPCVM ou actions de petites capitalisations dont les volumes négociés peuvent être faibles, ce qui peut induire des décalages de cours importants. Il peut en résulter une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Risque de crédit : Le risque de crédit représente le risque de dégradation de la signature de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui provoquerait une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative de l'OPCVM.

FRAIS

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation de l'OPCVM y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts, ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

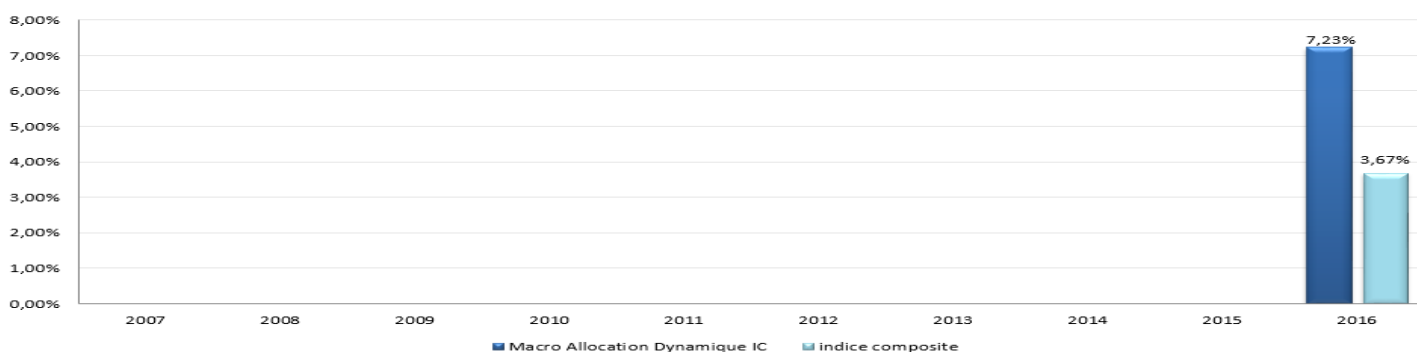
Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement	
Frais d'entrée	3% maximum
Frais de sortie	Néant
Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi. Dans certains cas, les frais peuvent être moindres. L'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif des frais d'entrée et de sortie.	
Frais prélevés par le fonds sur une année	
Frais courants (*)	3,70%
Frais prélevés par le fonds dans certaines circonstances	
Commission de performance	20 % TTC maximum de la performance annuelle nette de frais de gestion fixes du FCP au-delà de l'indice composite : 50% de l'Eonia capitalisé +50% du CAC 40 net total return, selon la méthode indiquée. 0.37% sur le dernier exercice

(*) Le pourcentage communiqué intègre les frais de gestion et de fonctionnement ainsi que les commissions de mouvements imputés à l'OPCVM. Ce chiffre peut varier d'une année sur l'autre. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que le chiffre des « frais courants » se fonde sur les frais de l'exercice précédent, clos au 31/03/2016.

Pour plus d'information sur les frais, veuillez-vous référer à la rubrique « Frais et commissions » du prospectus de cet OPCVM, disponible sur le site www.kirao.fr.

Les frais courants ne comprennent pas : les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation ainsi que les frais d'entrée et/ou de sortie payés par l'OPCVM lorsqu'il achète ou vend des parts d'un autre véhicule de gestion collective.

PERFORMANCES PASSES



AVERTISSEMENT

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

La performance de l'OPCVM et celle de l'indicateur de référence seront calculées coupons et dividendes nets réinvestis, et nette de frais de gestion directs et indirects et hors frais d'entrée et de sortie.

Date de création de l'OPCVM : 07/12/2015

Devise de calcul des performances passées de l'OPCVM : Euro

INFORMATIONS PRATIQUES

Dépositaire : CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (CIC)

Lieu et modalités d'obtention d'information sur l'OPCVM (prospectus/rapport annuel/document semestriel) : Le porteur peut obtenir plus d'information sur l'OPCVM sur simple demande écrite auprès de KIRAO - 86 Rue de Lille 75007 Paris - Tél : 01.85.76.08.01 ou sur le site : www.kirao.fr

Lieu et modalités d'obtention d'autres informations pratiques notamment la valeur liquidative : Le lieu de publication de la valeur liquidative se situe dans les locaux de la société de gestion.

Fiscalité : Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts de FCP peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès du commercialisateur de l'OPCVM.

La responsabilité de la société de gestion KIRAO ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM. Ce fonds est agréé par la France et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers. KIRAO est agréé par la France et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers. Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 13/01/2017.

MACRO ALLOCATION DYNAMIQUE

Prospectus

PROSPECTUS

I. Caractéristiques générales :

I-1 Forme de l'OPCVM

► **Dénomination :** MACRO ALLOCATION DYNAMIQUE

► **Forme juridique et état membre dans lequel l'OPCVM a été constitué :**

Fonds commun de placement (FCP) de droit français.

► **Date de création et durée d'existence prévue :**

Le Fonds a été créé le 31 mars 2015 pour une durée de 99 ans.

► **Synthèse de l'offre de gestion :**

Parts	Caractéristiques					
	Code ISIN	Affectation des résultats	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Valeur liquidative d'origine	Nombre de parts minimums pour la souscription initiale
AC	FR0012020782	Capitalisation	EUR	Tous souscripteurs	100 euros	Une part
IC	FR0013066370	Capitalisation	EUR	Tous souscripteurs	100 euros	5 000 parts

► **Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :**

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

KIRAO – 86, rue de Lille – 75007 Paris

Des explications supplémentaires peuvent être obtenues auprès du service commercial de la société de gestion :

Tél : 01.85.76.08.01

www.kirao.fr

I-2 Acteurs

► **Société de gestion :**

KIRAO, 86, rue de Lille – 75007 Paris.

Société de gestion de portefeuille, agréée par l'AMF sous le numéro GP – 14000015 en date du 17/06/2014

► **Dépositaire et conservateur - Etablissement en charge de la centralisation des ordres de souscription et rachat par délégation – Etablissement en charge de la tenue des registres des parts par délégation (passif du FCP) :**

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (CIC)

Siège social : 6, avenue de Provence - 75009 Paris

► Commissaire aux comptes

MBV39 avenue de Friedland
75008 Paris
Représenté par M Etienne de Bryas

► Commercialisateurs

KIRAO, 86, rue de Lille – 75007 Paris.
Société de gestion de portefeuille, agréée par l'AMF sous le numéro GP – 14000015 en date du 17/06/2014
Et,
les **établissements placeurs** avec lesquels KIRAO a signé un contrat de commercialisation.

► Déléguataire

La gestion administrative et comptable a été déléguée. Elle consiste principalement à assurer le suivi juridique du Fonds et le calcul des valeurs liquidatives :

CM.CIC ASSET MANAGEMENT

Siège social : 4, rue Gaillon - 75002 Paris

► Conseiller

Néant

II. Modalités de fonctionnement et de gestion :

II-1 Caractéristiques générales

► Caractéristiques des parts :

Code ISIN :

Part AC : FR0012020782

Part IC : FR0013066370

Nature du droit attaché à la catégorie de parts : Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

Modalités de tenue du passif : La tenue du passif est assurée par le dépositaire. Il est précisé que l'administration des parts est effectuée par Euroclear France.

Droits de vote : Le Fonds étant une copropriété de valeurs mobilières, aucun droit de vote n'est attaché aux parts détenues. Les décisions concernant le FCP sont prises par la société de gestion dans l'intérêt des porteurs de parts.

Forme des parts : Parts au porteur.

Décimalisation : Les parts pourront être fractionnées en dix millièmes dénommées fractions de parts.

► Date de clôture :

Dernier jour de bourse ouvert à Paris du mois de mars de chaque année.
Première clôture : dernier jour de bourse ouvert à Paris du mois de mars 2016

► Indications sur le régime fiscal :

La qualité de copropriété du Fonds le place de plein droit en dehors du champ d'application de l'impôt sur les sociétés. En outre, la loi exonère les plus-values de cessions de titres réalisées dans le cadre de la gestion du

FCP, sous réserve qu'aucune personne physique, agissant directement ou par personne interposée, ne possède plus de 10 % de ses parts (article 150-0 A, III-2 du Code général des impôts).

Selon le principe de transparence, l'administration fiscale considère que le porteur de parts est directement détenteur d'une fraction des instruments financiers et liquidités détenus dans le Fonds.

La fiscalité applicable est en principe celle des plus-values sur valeurs mobilières du pays de résidence du porteur, suivant les règles appropriées à sa situation (personne physique, personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés, autres cas...). Les règles applicables aux porteurs résidents français sont fixées par le Code général des impôts.

D'une manière générale, les porteurs de parts du Fonds sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal ou de leur chargé de clientèle habituel afin de déterminer les règles fiscales applicables à leur situation particulière. Cette analyse pourrait, selon le cas, leur être facturée par leur conseiller et ne saurait en aucun cas être prise en charge par le Fonds ou la société de gestion.

II-2 Dispositions particulières

► Classification :

OPCVM diversifié

► OPC d'OPC

Jusqu'à 100% de l'actif net

► Objectif de gestion :

MACRO ALLOCATION DYNAMIQUE est un FCP dont objectif est d'offrir une performance supérieure à celle de l'indice composite décrit ci-dessous :

50% de l'Eonia capitalisé + 50% de l'indice CAC 40 net total return sur la durée de placement recommandée

L'objectif de gestion est de participer à la hausse des marchés actions, tout en cherchant à limiter l'exposition aux risques de ces marchés en période de baisse anticipée.

► Indicateur de référence :

L'indice de référence du fonds est un indice composite constitué de 50% de l'Eonia capitalisé + 50% de l'indice CAC 40 net total return.

- L'EONIA (Euro Overnight Index Average) capitalisé correspond à la moyenne des taux au jour le jour de la zone euro, il est calculé par la Banque Centrale Européenne et représente le taux sans risque européen.
- L'indice CAC 40 net total return est un indice coté en continu à la Bourse de Paris et est composé des 40 principales valeurs du marché parisien sélectionnées par Euronext sur des critères de taille, de liquidités et de représentation sectorielle. C'est un indice pondéré par les capitalisations, valorisé aux cours de clôture et calculé dividendes réinvestis.

Le portefeuille n'ayant pas pour but de répliquer son indice de référence, la performance de la valeur liquidative du fonds peut s'écarter de la performance de l'indice.

► Stratégie d'investissement :

1. Stratégies utilisées

Le processus d'investissement résulte d'une analyse macroéconomique dite « top-down ». Le fonds est investi sur toutes classes d'actifs (actions, taux), tous secteurs et toutes zones géographiques. Il est investi prioritairement à travers des OPCVM, mais peut l'être en direct.

L'exposition aux risques actions et taux peut être de 110% de l'actif net compte tenu des opérations d'emprunt d'espèces.

L'exposition du fonds au marché Alternext et au marché libre ne dépasse pas 10% de l'actif net Les titres du marché libre entrent dans le ratio de 10% (« ratio poubelle ») du II de l'article R.214-11 du Code monétaire et

financier. Le fonds est investi sur les produits de taux sans contrainte géographique ni d'émetteur. Les obligations spéculatives ne dépassent pas 25% du portefeuille

La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement à ces notations et privilégie sa propre analyse crédit pour évaluer la qualité de crédit de ces actifs et décider de la dégradation éventuelle de la note et prendre ses décisions à l'achat, ou en cas de dégradation, afin de décider de les céder ou de les conserver.

L'OPCVM peut également être exposé jusqu'à 100% de son actif net en OPCVM de droit français ou de droit étranger et jusqu'à 30% en FIA de droit français, contenant éventuellement des véhicules de titrisation (produits structurés de type ABS, MBS) – à hauteur maximum de 50% de l'actif net-.

L'approche « top-down » ou macroéconomique consiste à identifier les cycles économiques et financiers et à détecter à quelle phase du cycle l'investisseur se situe. Quatre cycles de marchés sont jugés pertinents :

- le cycle de croissance de l'économie, analysé à travers les perspectives de croissance données par les indicateurs avancés des différents pays (indices ISM et PMI, indices des FED régionales, sentiment des consommateurs et des industriels,...), ainsi que les organismes publics (Banques Centrales, OCDE, FMI,...)
- le cycle du partage de la valeur ajoutée, ou comment les gains de productivité sont redistribués au travail et au capital (sans oublier l'Etat et les créanciers)
- le cycle de liquidité qui apprécie le comportement tant des Banques Centrales (base monétaire) que des banques commerciales (masse monétaire) à travers le multiplicateur du crédit. Une mesure de la vitesse de la monnaie résulte de l'analyse de ce cycle.
- le cycle d'aversion ou d'inclinaison au risque qui se mesure à travers la prime de risque des actions (différence entre la rémunération estimée des actions et le taux sans risque).

En aval de ce travail, les gérants identifient les pays et les secteurs d'activité qui, au vu de leur positionnement dans ces cycles, sont les plus à même de recéler de la valeur.

Tout cela est complété par une approche « bottom-up » ou microéconomique qui identifie les titres ou OPCVM ou trackers que les gérants sélectionnent pour les portefeuilles. Pour ce faire, les gérants procèdent à une analyse qui passe en revue, pour les sociétés, leur positionnement stratégique (innovation, barrières à l'entrée, pricing-power,...) la qualité du management, la solidité financière et les perspectives de croissance et de résultat. S'agissant des OPCVM et trackers, les gérants utilisent des critères quantitatifs (analyse historique de la rentabilité et du risque) et qualitatifs (expérience des équipes de gestion, processus d'investissement, procédures de contrôle du risque). Les titres obligataires sont sélectionnés de façon discrétionnaire selon l'anticipation des gérants sur l'évolution des taux d'intérêt à court et long terme, selon la qualité des signatures, et selon le contexte monétaire et, plus généralement, économique.

En cas d'anticipation de baisse des marchés, le fonds peut utiliser des instruments financiers à terme simples pour couvrir les risques de taux et les risques actions du portefeuille dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif

La gestion de l'OPCVM est discrétionnaire, la performance de Macro Allocation Dynamique dépend des choix d'allocation d'actif et des choix des instruments en portefeuille.

2. Les actifs (hors dérivés intégrés)

Actions (de 0% à 110% de l'actif net)

Le FCP est investi sur tout secteur et toute zone géographique.

Le FCP peut être investi directement en actions selon les critères définis pour les OPCVM/FIA actions.

Dans la limite de 10 % de l'actif net, le fonds pourra être exposé sur le marché Alternext et le marché libre.

L'exposition au risque actions peut être de 110 % de l'actif net compte tenu des opérations d'emprunt d'espèces.

Titres de créances et instruments du marché monétaire (de 0% à 110% de l'actif net)

Le FCP peut être investi directement en obligations (à taux fixe ou variable, convertibles, indexées) ou TCN (billets de trésorerie, certificats de dépôt, BMTN), de durée de vie allant du jour le jour à 30 ans. Le FCP peut être investi dans des obligations spéculatives dans la limite de 25% de l'actif net du portefeuille.

Pour ce qui concerne les titres de taux, la société de gestion mène sa propre analyse crédit dans la sélection des titres à l'acquisition et en cours de vie. Elle ne s'appuie pas exclusivement sur les notations fournies par les agences de notation et met en place une analyse du risque de crédit approfondie et les procédures nécessaires pour prendre ses décisions à l'achat ou en cas de dégradation de ces titres, afin de décider de les céder ou les conserver. La société de gestion ne recourt pas mécaniquement à ces notations mais privilégie sa propre analyse crédit pour évaluer la qualité de crédit de ces actifs et décider de la dégradation éventuelle de la note.

Le fonds est majoritairement exposé aux titres notés Investment Grade, mais peut être exposé jusqu'à 25% de son actif net aux obligations spéculatives (selon l'analyse de la Société de Gestion) ou non notées (notation composite Standard & Poor's et Moody's)

Parts ou actions d'OPCVM et/ou de FIA européens ouverts à une clientèle non professionnelle

- OPCVM/FIA actions (de 0 à 110% de l'actif net) : dans cette classe d'actif, le FCP est exposé en OPCVM/FIA d'actions de la zone euro et des marchés internationaux (y compris pays émergents). Cette allocation est discrétionnaire tant en terme de taille de capitalisation (y compris les petites et moyennes capitalisations) que de répartition sectorielle et géographique. Le fonds n'est pas exposé à plus de 10% de son actif net sur le marché Alternext et le marché libre.
- OPCVM/FIA obligataires et/ou monétaires (de 0 à 110% de l'actif net) : dans cette classe d'actif, le FCP est exposé en OPCVM/FIA obligataires et monétaire de la zone euro et des marchés internationaux (y compris pays émergents) selon les circonstances de marché et pour gérer la trésorerie du FCP. Cette allocation est discrétionnaire en terme de rating minimum (le FCP est majoritairement exposé aux titres notés Investment Grade mais peut être exposé jusqu'à 25% de son actif net aux obligations spéculatives (selon l'analyse de la Société de Gestion) ou non notées, selon une notation composite Standard & Poor's et Moody's), de répartition dette publique/dette privée et de répartition géographique.
- OPCVM/FIA d'obligations convertibles (de 0 à 110% de l'actif net) : Le FCP peut être exposé en OPCVM/FIA d'obligations convertibles émises sur les marchés européens et internationaux (y compris pays émergents).
- OPCVM/FIA diversifiés (de 0% à 110% de l'actif net) : le FCP peut également être exposé en OPCVM/FIA diversifiés pour répondre à son objectif de gestion, y compris des OPCVM/FIA contenant éventuellement des véhicules de titrisation (produits structurés de type ABS, MBS) – à hauteur maximum de 50% de l'actif net -. Le fonds n'utilise pas de véhicule de titrisation en direct.

Le fonds se réserve la possibilité d'investir dans des OPCVM/FIA gérés par la société de gestion.

3. Les instruments dérivés

Le FCP peut intervenir sur les instruments dérivés suivants :

- la nature des marchés d'intervention :
 - **marchés réglementés** et/ou **organisés** selon les instruments utilisés.
- i. les risques sur lesquels le gérant désire intervenir :
 - **action** ;
 - **taux**.
- ii. la nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :
 - **couverture** exclusivement.
- iii. la nature des instruments utilisés : sur ces marchés, le fonds peut recourir aux instruments suivants :
 - des ventes de **futures** sur actions, sur Indices Actions (CAC 40, DJ STOXX, Dax) et Indices Taux (Bund, Bobl, Schatz) ;
 - des ventes de **contrats** CAC 40;
 - des achats d'**options** sur indices et bons d'options de vente sur les futures.

- iv. la stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :
 - couverture des **risques actions**
 - couverture des **risques de taux**

Ces opérations sont effectuées dans la limite d'engagement maximum d'une fois l'actif net de l'OPCVM.

4. Instruments intégrant des dérivés :

- i. les risques sur lesquels le gérant désire intervenir :
 - **Risques action** ;
 - **Risques taux**.
- ii. la nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

Le gérant peut prendre des positions dans un but de couverture et/ou d'exposition au risque d'action, risque de taux.

iii. la nature des instruments utilisés : sur ces marchés, le fonds peut recourir aux instruments suivants : Le FCP peut investir dans des obligations convertibles de toute nature, warrants, EMTN et certificats non complexes, bons de souscription d'actions jusqu'à 100 % de l'actif net. Ces produits dérivés simples sont mono-émetteurs. Les obligations convertibles, warrants, certificats et bons de souscription d'actions ont pour sous-jacents les marchés d'actions. Les EMTN sont des produits de créance dont les sous-jacents peuvent être soit les actions, soit les taux

iv. la stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion : Le gérant peut recourir à des titres intégrant des dérivés dans le cas où ces titres offrent une alternative par rapport aux autres instruments financiers ou si ces titres n'ont pas d'offre identique sur le marché des autres instruments financiers.

5. Dépôts :

Le gérant pourra effectuer des opérations de dépôts dans la limite de 10% de l'actif net de l'OPCVM.

6. Emprunts d'espèces

Dans le cas de son fonctionnement normal et dans la limite de 10% de son actif net, l'OPCVM peut se retrouver ponctuellement en position débitrice et avoir recours dans ce cas à l'emprunt d'espèces.

Contrat constituant des garanties financières : en garantie des obligations financières dues par le fonds à la Banque ou à l'Etablissement dépositaire, le fonds lui octroie une garantie financière sous la forme simplifiée prévue par les dispositions de l'article L. 211-38 du Code Monétaire et Financier.

7. Opérations d'acquisition et cession temporaire de titres :

Les opérations utilisées sont les prises et mises en pension et les prêts et emprunts de titres. L'ensemble de ces interventions vise à optimiser la gestion de trésorerie et les revenus perçus par l'OPCVM.

Le niveau d'utilisation envisagé et autorisé est inférieur à 100% de l'actif net pour les mises en pension et pour les prêts de titres.

Le niveau d'utilisation envisagé et autorisé est inférieur à 10% de l'actif net pour les prises en pension et pour les emprunts de titres. Ce ratio est porté à 100% de l'actif net pour les prises en pension contre espèces, à la condition que les instruments financiers pris en pension ne fassent l'objet d'aucune opération de cession y compris temporaire ou de remise en garantie.

Les informations relatives à la rémunération figurent à la rubrique « frais et commissions ».

Gestion des garanties financières :

Dans le cadre de réalisation des transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré [et des opérations d'acquisition / cession temporaire des titres], le fonds peut recevoir les actifs financiers considérés comme des garanties et ayant pour but de réduire son exposition au risque de contrepartie.

Les garanties financières reçues seront essentiellement constituées en espèces pour les transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré, et en espèces et en obligations d'Etat éligibles pour les opérations d'acquisition/cession temporaire de titres.

Cette garantie est donnée sous forme d'espèces ou d'obligations émises ou garanties par les Etats membres de l'OCDE ou par leurs collectivités publiques territoriales ou par des institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial;

Toute garantie financière reçue respectera les principes suivants :

- Liquidité : Toute garantie financière en titres doit être très liquide et pouvoir se négocier rapidement sur un marché réglementé à prix transparent.
- Cessibilité : Les garanties financières sont cessibles à tout moment.
- Evaluation : Les garanties financières reçues font l'objet d'une évaluation quotidienne. Une politique de décote prudente sera appliquée sur les titres pouvant afficher une volatilité non négligeable ou en fonction de la qualité de crédit.
- Qualité de crédit des émetteurs : Les garanties financières sont de haute qualité de crédit.

Placement de garanties reçues en espèces : Elles sont, soit placées en dépôts auprès d'entités éligibles, soit investies en obligations d'Etat de haute qualité de crédit (notation respectant les critères des OPCVM/FIA « monétaires court terme »), soit investies en OPCVM/FIA « monétaires à court terme », soit utilisées aux fins de transactions de prise en pension conclues avec un établissement de crédit,

- Corrélation : les garanties sont émises par une entité indépendante de la contrepartie.
- Diversification : Le risque de contrepartie dans des transactions de gré à gré ne peut excéder 10% des actifs nets lorsque la contrepartie est un des établissements de crédit tel que défini dans la réglementation en vigueur, ou 5% de ses actifs dans les autres cas.

L'exposition à un émetteur donné ne dépasse pas 20% de l'actif net.

- Conservation : Les garanties financières reçues sont placées auprès du Dépositaire ou par un de ses agents ou tiers sous son contrôle ou de tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur des garanties financières.
- Interdiction de réutilisation : Les garanties financières autres qu'en espèces ne peuvent être ni vendues, ni réinvesties, ni remises en garantie.

► Profil de risque :

Le FCP est principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaissent des évolutions et des aléas des marchés qui conduisent le fonds à s'exposer à des risques.

Risque de perte en capital :

L'OPCVM ne comporte aucune garantie ni protection, le capital initialement investi peut ne pas être restitué.

Risque lié à la gestion et à l'allocation d'actifs discrétionnaires :

La performance du FCP dépend à la fois de l'allocation d'actifs et des OPCVM/FIA et des titres choisis par le gérant. Il existe donc un risque que le gérant ne choisisse pas la bonne allocation d'actifs et qu'il ne sélectionne pas les titres les plus performants.

Risque action :

Le fonds peut, à tout moment, être totalement ou partiellement sensible aux variations de cours affectant les marchés actions. La valeur des investissements et le revenu qui en découle peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le capital initialement investi. La valeur d'un portefeuille peut être affectée d'une part par l'évolution des résultats des entreprises et leurs activités économiques et d'autre part, par des facteurs extérieurs tels que des développements politiques et économiques ou des changements de politique de la part de certains gouvernements. Ainsi, en cas de baisse des marchés actions, la valeur liquidative du fonds pourra baisser.

Risque de liquidité et de volatilité :

Le FCP peut être investi dans des OPCVM/FIA ou des sociétés dites de moyennes et petites, voire très petites capitalisations (notamment sur des marchés non réglementés : Alternext ou marché libre). Le volume de ces titres peut être faible d'où des baisses de cours qui peuvent être importantes, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Les risques de marché sont amplifiés par des investissements dans les pays émergents où les mouvements de marché, à la hausse comme à la baisse, peuvent être plus forts et plus rapide que sur les grandes places internationales

Risque de taux :

Le FCP peut être investi en OPCVM/FIA ou en titres obligataires. La valeur liquidative du fonds pourra baisser si les taux montent.

Risque de crédit :

Le risque de crédit est proportionnel à l'investissement en produits de taux. Il représente le risque éventuel de dégradation de la signature de l'émetteur, ou l'incapacité de celui-ci à rembourser sa dette, ce qui aurait un impact négatif sur le cours du titre, et pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative de l'OPCVM.

Risque lié à la détention d'obligations convertibles :

La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative de l'OPCVM.

Risque lié aux titres de titrisation :

Via l'investissement dans des OPCVM/FIA diversifiés ou obligataires contenant des véhicules de titrisation de type ABS, MBS, il existe un risque de crédit reposant principalement sur la qualité des actifs sous-jacents, qui peuvent être de natures diverses (créances bancaires, titres de créances). Ces instruments résultent de montages complexes pouvant comporter des risques juridiques, de liquidité et des risques spécifiques tenant aux caractéristiques des actifs sous-jacents.

La réalisation de ces risques peut entraîner la baisse de la valeur liquidative.

Risque de change :

Le FCP peut investir dans des OPCVM/FIA ou des valeurs libellées dans des devises étrangères hors zone euro. La baisse du cours de ces devises par rapport à l'euro peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du FCP.

Risque lié à l'investissement dans les titres spéculatifs à haut rendement (maximum 25% de l'actif net) :

Une partie du portefeuille peut être investie en produits obligataires non notés ou de notation inférieure à BBB-. Cette notation, ou l'absence de notation signifie potentiellement que le risque de faillite de l'émetteur ou de dégradation de sa qualité, est plus important que pour des obligations classiques, et que ces titres peuvent donc baisser plus fortement et plus rapidement, ce qui peut entraîner à la baisse la valeur liquidative du fonds.

Risque notation High Yield :

Risque qui augmente la probabilité que l'émetteur et/ou l'émission n'honore pas ses engagements vis-à-vis de l'investisseur en raison d'une notation BBB- ou inférieure par les agences de notation ou qui correspond à ce classement.

Risque de contrepartie :

Le FCP peut procéder à des opérations de prêts/emprunts de titres et s'expose donc au risque qu'une contrepartie s'avère défaillante.

► **Garantie et protection :** néant

► **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :**

Souscripteurs concernés : Tous souscripteurs.

Profil type de l'investisseur :

Le fonds s'adresse à des personnes physiques ou à des investisseurs institutionnels qui souhaitent la meilleure allocation d'actifs possible dans un contexte économique et financier complexe et dont ils ne maîtrisent pas toutes les interactions.

Le fonds peut servir de support à des contrats d'assurance vie.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée recommandée de placement mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent.

Dans tous les cas, il est fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques d'un seul OPCVM.

Le FCP a opté pour l'application du statut d'institution financière non déclarante française régi par l'accord intergouvernemental (IGA) signé entre les gouvernements français et américain en date du 14 novembre 2013 en vue d'améliorer le respects des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA »).

Durée de placement recommandée : 5 ans.

► **Modalités de détermination et d'affectation des revenus :**

Capitalisation intégrale des revenus et des plus-values nettes réalisées.

► Caractéristiques des parts :

Les parts sont libellées en euros. Elles peuvent être fractionnées en dix millièmes.

► Modalités de souscription et de rachat :

La valeur d'origine des parts AC et IC est fixée à 100 Euros.

Les parts peuvent être fractionnées en dix millièmes.

Montant minimum de souscription initiale pour la part AC: une part.

Montant minimum de souscription initiale pour la part IC: 5 000 parts.

Montant ultérieur de souscription pour la part AC et IC: 1 dix millième de part.

Les demandes de souscriptions et de rachats, exprimées en nombre de parts, sont centralisées chaque jour d'établissement de la valeur liquidative jusqu'à 12 heures chez le Dépositaire, sont exécutées sur la base de la valeur liquidative du jour calculée sur les cours de clôture du jour et sont réglées 3 jours après la date de valeur liquidative (J+3).

La valeur liquidative est calculée quotidiennement à l'exception des jours fériés légaux en France et des jours de fermeture de la bourse de Paris (calendrier officiel : Euronext).

La valeur liquidative établie à J est calculée à J+1 sur la base des cours de clôture de J.

La valeur liquidative est disponible dans les locaux du commercialisateur, du dépositaire et de la société de gestion, et sur le site www.kirao.fr.

► Etablissements désignés pour recevoir les souscriptions et les rachats, et en charge du respect de l'heure limite de centralisation indiquée dans le paragraphe ci-dessus :

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (CIC)

Siège social : 6, avenue de Provence - 75009 Paris

► Frais et Commissions :

Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre d'actions	Parts AC et IC : 3 % maximum
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre d'actions	néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre d'actions	néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre d'actions	néant

Conditions d'exonération : souscription précédée d'un rachat effectuée le même jour, pour un même nombre de parts, sur la même valeur liquidative et par un même porteur.

Frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtages, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement, des frais d'entrée et de sortie facturés à l'OPCVM ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

	Frais facturés à l'OPCVM :	Assiette	Taux barème	
1	Frais de gestion et Frais de gestion externes à la société de gestion de portefeuille (Cac, dépositaire, distribution, avocats)	Actif net	Part AC : 2,35 % TTC maximum	Part IC : 1,15% TTC maximum
2	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	Parts AC et IC : Frais de gestion : 2.50% TTC de l'actif Commissions de souscription : 4% Commissions de rachat : néant.	
3	Commissions de mouvement Dépositaire : 100%	Prélèvement sur chaque transaction	30€ TTC pour les actions négociées en France, Belgique, Pays-Bas et 66€ TTC pour les autres pays. Frais maximum	
4	Commission de surperformance	Actif net	Parts AC et IC : 20 % TTC maximum de la performance annuelle du FCP au-delà de 50% de l'Eonia capitalisé +50% de l'indice CAC40 net total return, selon la méthode indiquée.	

Modalité de calcul de la commission de surperformance :

(1) La commission de surperformance est calculée selon la méthode indiquée.

Le supplément de performance auquel s'applique le taux de 20% TTC représente la différence entre l'actif de l'OPCVM avant prise en compte de la provision de commission de surperformance et la valeur d'un actif de référence ayant réalisé une performance égale à celle de l'indicateur 50% de l'Eonia capitalisé +50% de l'indice CAC40 net total return sur la période de calcul et enregistrant les mêmes variations liées aux souscriptions/rachats que l'OPCVM.

(2) La dotation est provisionnée lors de l'établissement de chaque valeur liquidative et soldée en fin d'exercice. En cas de sous-performance par rapport au seuil de déclenchement de la surperformance, une reprise est effectuée à hauteur maximum des dotations existantes.

(3) La commission de surperformance sur les rachats effectués en cours d'exercice est définitivement acquise à la société de gestion.

Pour la part AC :

La 1^{ère} commission de surperformance sera versée à la Société de Gestion le 31 mars 2016.

Pour la part IC :

La 1^{ère} commission de surperformance sera versée à la Société de Gestion le 31 mars 2017.

Rémunération pour les prêts de titres et mises en pension :

Les éventuelles opérations d'acquisition ou de cession temporaire de titres ainsi que celle de prêt et d'emprunt de titres seront toutes réalisées dans les conditions de marché (taux correspondant à la durée des acquisitions et cessions temporaires de titres) et les revenus éventuels seront tous intégralement acquis à l'OPCVM.

III. Informations d'ordre commercial :

L'OPCVM est distribué par :

KIRAO
86, rue de Lille
75007 Paris

Et,
Les établissements placeurs avec lesquels KIRAO a signé un contrat de commercialisation.

Les demandes de souscription et de rachat sont reçues par :

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (CIC)
6, rue de Provence
75009 PARIS

Modalités d'information des porteurs : Le Document d'information clé pour l'investisseur, le prospectus et les derniers documents annuels et périodiques du FCP sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande du porteur auprès de :

KIRAO
86, rue de Lille
75007 Paris
Sur le site Internet www.kirao.fr

La valeur liquidative est consultable dans les bureaux de la société de gestion.

Les informations relatives à la prise en compte dans la politique d'investissement des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) sont disponibles sur le site internet www.kirao.fr et figureront dans le rapport annuel à compter de celui qui portera sur l'exercice ouvert à compter du 01.10.2014.

IV. Règles d'investissement :

Conformément aux dispositions des articles R 214-20 et R214-9 et suivants, les règles de composition de l'actif prévu par le Code Monétaire et Financier et les règles de dispersion des risques applicables à cet OPCVM doivent être respectées à tout moment. Si un dépassement de ces limites intervient indépendamment de la société de gestion ou à la suite de l'exercice d'un droit de souscription, la société de gestion aura pour objectif prioritaire de régulariser cette situation dans les plus brefs délais, en tenant compte de l'intérêt des porteurs de parts de l'OPCVM.

Le calcul du risque global de l'OPCVM sur les instruments financiers à terme est basé sur le calcul de l'effet de levier (approche par l'engagement).

V. Règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs :

REGLES D'EVALUATION DES ACTIFS

METHODES DE VALORISATION :

Lors de chaque valorisation, les actifs sont évalués selon les principes suivants :

Actions et titres assimilés cotés (valeurs françaises et étrangères) :

L'évaluation se fait au cours de Bourse.

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes :

Places de cotation asiatiques :

Places de cotation australiennes :

Places de cotation nord-américaines :

Places de cotation sud-américaines :

Dernier cours de bourse veille.

Dernier cours de Bourse veille.

Dernier cours de Bourse veille.

Dernier cours de Bourse veille.

Dernier cours de Bourse veille.

En cas de non-cotation d'une valeur, le dernier cours de Bourse de l'avant-veille est utilisé.

Obligations et titres de créance assimilés (valeurs françaises et étrangères) et EMTN :

L'évaluation se fait au cours de Bourse :

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes :	Dernier cours de bourse veille.
Places de cotation asiatiques :	Dernier cours de bourse veille.
Places de cotation australiennes :	Dernier cours de bourse veille.
Places de cotation nord-américaines :	Dernier cours de bourse veille.
Places de cotation sud-américaines :	Dernier cours de bourse veille.

En cas de non-cotation d'une valeur, le dernier cours de Bourse de l'avant-veille est utilisé.

Dans le cas d'une cotation non réaliste, le gérant doit faire une estimation plus en phase avec les paramètres réels de marché. Selon les sources disponibles, l'évaluation pourra être effectuée par différentes méthodes comme :

- la cotation d'un contributeur,
- une moyenne de cotations de plusieurs contributeurs,
- un cours calculé par une méthode actuarielle à partir d'un spread (de crédit ou autre) et d'une courbe de taux, etc.

Titres d'OPCVM, de FIA ou de fonds d'investissement en portefeuille: Evaluation sur la base de la dernière valeur liquidative connue.

Parts d'organismes de titrisation: Evaluation au dernier cours de bourse veille pour les organismes de titrisation cotés sur les marchés européens.

Acquisitions temporaires de titres :

Pensions livrées à l'achat :	Valorisation contractuelle. Pas de pension d'une durée supérieure à 3 mois
Rémérés à l'achat :	Valorisation contractuelle, car le rachat des titres par le vendeur est envisagé avec suffisamment de certitude.
Emprunts de titres :	Valorisation des titres empruntés et de la dette de restitution correspondante à la valeur de marché des titres concernés.

Cessions temporaires de titres :

Titres donnés en pension livrée : Les titres donnés en pension livrée sont valorisés au prix du marché, les dettes représentatives des titres donnés en pension sont maintenues à la valeur fixée dans le contrat.

Prêts de titres : Valorisation des titres prêtés au cours de Bourse de la valeur sous-jacente. Les titres sont récupérés par l'OPCVM à l'issue du contrat de prêt.

Valeurs mobilières non-cotées :

Evaluation utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et sur le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les TCN qui, lors de l'acquisition, ont une durée de vie résiduelle de moins de trois mois, sont valorisés de manière linéaire

Les TCN acquis avec une durée de vie résiduelle de plus de trois mois sont valorisés :

A leur valeur de marché jusqu'à 3 mois et un jour avant l'échéance.

La différence entre la valeur de marché relevée 3 mois et 1 jour avant l'échéance et la valeur de remboursement est linéarisée sur les 3 derniers mois.

Exception : les BTF/BTAN sont valorisés au prix de marché jusqu'à l'échéance.

Valeur de marché retenue :

BTF/BTAN :

Taux de rendement actuariel ou cours du jour publié par la Banque de France.

Autres TCN :

Pour les TCN faisant l'objet de cotations régulières : le taux de rendement ou le cours utilisés sont ceux constatés chaque jour sur le marché.

Pour les titres sans cotation régulière : application d'une méthode proportionnelle avec utilisation du taux de rendement de la courbe de taux de référence corrigé d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur

Contrats à terme fermes :

Les cours de marché retenus pour la valorisation des contrats à terme fermes sont en adéquation avec ceux des titres sous-jacents.

Ils varient en fonction de la Place de cotation des contrats :

Contrats à terme fermes cotés sur des Places européennes : dernier cours de bourse veille ou cours de compensation veille.

Contrats à terme fermes cotés sur des Places nord-américaines : dernier cours de bourse veille ou cours de compensation veille.

Options :

Les cours de marché retenus suivent le même principe que ceux régissant les contrats ou titres supports :

Options cotées sur des Places européennes : dernier cours de bourse veille ou cours de compensation veille.

Options cotées sur des Places nord-américaines : dernier cours de bourse veille ou cours de compensation veille.

Opérations d'échange (swaps) :

Les swaps d'une durée de vie inférieure à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Les swaps d'une durée de vie supérieure à 3 mois sont valorisés au prix du marché.

L'évaluation des swaps d'indice au prix de marché est réalisée par l'application d'un modèle mathématique probabiliste et communément utilisé pour ces produits. La technique sous-jacente est réalisée par simulation de Monte-Carlo.

Lorsque le contrat de swap est adossé à des titres clairement identifiés (qualité et durée), ces deux éléments sont évalués globalement.

Contrats de change à terme

Il s'agit d'opérations de couverture de valeurs mobilières en portefeuille libellées dans une devise autre que celle de la comptabilité de l'OPCVM, par un emprunt de devise dans la même monnaie pour le même montant. Les opérations à terme de devise sont valorisées d'après la courbe des taux prêteurs/emprunteurs de la devise.

METHODES DE COMPTABILISATION

La méthode de comptabilisation des frais de négociation se fait en frais exclus.

La méthode de comptabilisation des revenus de taux est celle du coupon encaissé.

REGLEMENT DU FCP MACRO ALLOCATION DYNAMIQUE

TITRE 1 - ACTIF ET PARTS

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter de sa date de création sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FCP.

Le fonds a la possibilité de regrouper ou de diviser ses parts.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du conseil d'administration de la société de gestion en dixièmes, centièmes, millièmes ou dix-millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le conseil d'administration de la société de gestion peut, sur ses seules décisions procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif devient inférieur à 300.000 euros ; dans ce cas, et sauf si l'actif redevient entre-temps supérieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires pour procéder dans le délai de trente jours à la fusion ou à la dissolution du fonds.

Article 3 - Émission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du Code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Des conditions de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus, sont possibles.

L'OPCVM peut cesser d'émettre des parts en application du deuxième alinéa de l'article L 214-8-7 du code monétaire et financier dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Ces situations objectives sont définies dans le prospectus de l'OPCVM.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans la note détaillée du prospectus de l'OPCVM.

TITRE 2 - FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion et doit être conforme à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus de l'OPCVM.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui sont confiées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées.

En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, par le conseil d'administration de la société de gestion.

Il effectue les diligences et contrôles prévus par la loi et notamment certifie, chaque fois qu'il y a lieu, la sincérité et la régularité des comptes et des indications de nature comptable contenues dans le rapport de gestion.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Il porte à la connaissance de l'Autorité des Marchés Financiers, ainsi qu'à celle de la société de gestion du FCP, les inexactitudes et irrégularités qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature et établit sous sa responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Il atteste l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion, établit les documents de synthèse et rédige un rapport sur la gestion du fonds pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire l'inventaire des outils de l'OPC. L'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion au 86, rue de Lille 75007 Paris ou chez le dépositaire au 6, rue de Provence 75009 Paris.

TITRE 3 - MODALITES D'AFFECTATION DES RESULTATS

Article 9

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

La société de gestion décide de la répartition des résultats.

Les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

TITRE 4 - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 10 - Fusion – Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés. Ceux-ci reçoivent une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution – Prorogation

- Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.
- La société de gestion peut dissoudre le fonds par anticipation ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.
- La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, si aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, lorsque celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 12 – Liquidation

En cas de dissolution, le dépositaire, ou la société de gestion, est chargé des opérations de liquidation. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE 5 – CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Élection de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la diction des tribunaux compétents.